

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1018

27 novembre 2017

prix : 0,70 €



Noël arrive !

L'édito de Pedro MAIA : Pas de genou à terre



Le mois de novembre n'est pas encore terminé que déjà les guirlandes, sapins et autres décorations de fin d'année commencent à s'installer, elles annoncent la nouvelle année. Un moment privilégié qui prépare une sorte de répit, une pause éphémère où l'on repousse à janvier ce qui de toute façon ne se règlera pas fin décembre.

Dès maintenant, les enfants prennent la plume pour écrire une liste de cadeaux à leur personnage préféré. Et pour cause, les catalogues des grandes enseignes remplissent les boîtes aux lettres de plus en plus tôt, pour bien sûr, permettre aux enfants de rédiger, avec anticipation, leur courrier au « gros monsieur à barbe blanche ». Peut-être aussi un peu, pour mieux préparer les parents à passer à la caisse.

Et alors ? N'en déplaise aux puristes de l'anti-consumérisme primaire, quelques moments de joie et de bonheur, dans ce monde chaotique, valent bien le sourire des enfants et quelques plaisirs gourmands pour les plus grands tout aussi souriants, pour une fois. **Après tout, la trêve des confiseurs ne nous fera pas, complètement, oublier l'année écoulée et la situation politique et sociale délétère auquel on nous a, depuis tant d'années, habitué. On s'y habitue mais on ne s'y résout jamais. Ni la précarisation des contrats de travail, ni la hausse de la CSG, ni la baisse des APL et encore moins le budget 2018 voté, ne nous fera mettre un genou à terre.** La lutte contre les ordonnances Macron continue à se construire, 2018 sera une autre année et ce qui est nouveau porte toujours l'espoir. Il y a 100 ans, dans un contexte politique très difficile, malgré les oppositions internes et externes, la révolution d'octobre allait transformer la société russe et le monde, gagner la paix et clore l'épisode oriental de la « grande boucherie ».

Le communisme est toujours une idée neuve, c'est ce qu'ont réaffirmé les animateurs de section du PCF lors de leur assemblée nationale des animateurs du 18 novembre.

Alors, pour celles et ceux, parmi les jeunes et les moins jeunes, qui réfléchissent, à juste titre, au cadeau qu'ils vont bien pouvoir demander au Père Noël, deux conseils utiles : le livre de John Reed « les 10 jours qui ébranlèrent le monde » ou le film de Raoul Peck « Le jeune Karl Marx ». Bonnes fêtes de fin d'année à toutes les lectrices et lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Congrès 2018



La feuille de route

2

Mémoire



Que vive la résistance

4

Santé



NLA ouvre le dossier

5

Bernard Thibault



La troisième
guerre mondiale
est sociale

Son livre

6

Cinéma



De Samah JABR

8

Première étape vers un congrès extraordinaire

Le 18 novembre dernier, 900 animateurs de section du PCF se réunissaient afin d'élaborer une feuille de route à partir des 13843 questionnaires et des échanges des communistes lors de leurs assemblées locales. Echanges et débats riches en ruche, restitution des questionnaires et des travaux des communistes en assemblée générale, il en résulte un début de foisonnement en vue du prochain congrès extraordinaire. Un congrès qui selon le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, sera « réussi, extraordinaire, si, et seulement si, il met notre parti en situation de répondre à une période totalement bouleversée. Si nous parvenons à prendre tous ensemble la mesure de la nouveauté de la situation nationale et internationale, la nature des questions posées à notre parti comme à toutes les forces de transformation sociale et, en conséquence des obligations d'invention que ces enjeux nous mettent en demeure d'accomplir ».

C'est là tout le défi qui attend les communistes dans les semaines et les mois à venir afin de préparer leur futur congrès qui aura lieu en novembre 2018. La Feuille de route adoptée à 72.8% des voix lors de cette assemblée des secrétaires de section invite dès aujourd'hui les militantes et les militants communistes à se mettre en ordre de bataille.

Congrès 2018

2

Feuille de route adoptée lors de l'assemblée des animateurs du 18 novembre

Réuni-e-s le 18 novembre 2017 à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, nous sommes plus de 900 animatrices et animateurs de sections locales du PCF. Cette Assemblée nationale fait suite à une première et intense période de consultation des communistes. Au terme de ces travaux, l'Assemblée adopte les dispositions suivantes.

A - Nous appelons l'ensemble des communistes à intensifier, dans tous les domaines, la contestation de la politique du pouvoir Macron, et à construire dans les luttes les bases d'une politique alternative.

La politique du nouveau pouvoir est tout entière construite au service de la finance et des plus riches. Elle se révèle aux yeux de la majorité des Français-es brutale, autoritaire, inégalitaire.

La colère grandit et des mobilisations nombreuses et importantes sont déjà engagées : contre les ordonnances cassant le code du travail ; contre des choix budgétaires au service des riches et de la finance ; contre les gâchis du capital et le scandale de l'évasion fiscale ; contre la casse du logement social et de la Sécurité sociale ; pour des politiques publiques résorbant les inégalités sociales et territoriales ; contre le démantèlement de grands atouts industriels comme Alstom ; contre l'austérité qui asphyxie les communes et les services publics ; contre les violences faites aux femmes ; pour un accueil digne des migrant-e-s ; pour des choix écologiques à la hauteur des dangers encourus par la planète...

Nous sommes engagé-e-s dans ces luttes et soutenons activement les mobilisations syndicales, sociales, associatives, d'élu-e-s locaux-ales en cours dans tout le pays. Nous voulons les nourrir utilement de propositions alternatives s'inscrivant dans notre visée communiste, car c'est d'une autre logique dont notre pays a besoin. Nous pouvons nous appuyer sur le travail de nos élu-e-s, des groupes parlementaires (Assemblée nationale, Sénat, Parlement européen).

Nous décidons d'amplifier nos campagnes contre le coût du capital, pour une autre utilisation des richesses et à faire des États généraux du progrès social, le 3 février prochain à Paris, un carrefour de convergences de toutes ces luttes. Il s'agirait d'une première étape de la construction d'une plate-forme de rassemblement alternative au pouvoir de Macron et à la politique de son gouvernement.

B - Au-delà, nous voulons repenser l'action et les ambitions du Parti Communiste pour être à la hauteur d'une période politique troublée et totalement inédite, d'une période où le monde a besoin d'une profonde révolution des rapports sociaux pour ouvrir de nouveaux chemins de justice et d'émancipation.

Nous décidons d'engager toutes nos énergies dans la préparation d'un congrès extraordinaire de notre parti en 2018 pour ouvrir une nouvelle perspective d'espoir dans notre pays et penser, au service de ces objectifs, notre propre révolution, celle qui nous amènera à être le Parti communiste dont la société française d'aujourd'hui a besoin. Nous voulons le faire à partir du bilan lucide de notre action de ces dernières années et d'une analyse en profondeur des enjeux de la nouvelle période politique ouverte en 2017.

Notre congrès, préparé de manière inédite, fait appel à l'intelligence de tou-te-s les communistes et de celles et ceux qui sont disponibles à nos côtés pour travailler l'avenir de cette belle idée du commun. Nous nous donnons le temps et la méthode nécessaires pour cela, en prenant sans attendre les décisions d'actions nécessaires.

Dans une première phase – décembre 2017 à fin mai 2018 – nous ouvrons quatre grands thèmes de travail et d'action sur la base d'un bilan de la période écoulée :
les luttes et le combat communiste ;
notre démarche de transformation et de rassemblement ;
les transformations de notre parti ;
les élections européennes.

1 - Les luttes et le combat communiste

Il s'agit d'avancer concrètement dans l'élaboration d'un projet communiste du 21^e siècle en l'alimentant de la mise en action de nos grands axes de bataille avec la construction :
- Etats généraux du progrès social, avec une première étape nationale le 3 février à Paris
- Alstom, pour une nouvelle industrialisation
- Assises communistes pour l'écologie que nous tiendrons en mai
- Une campagne nationale pour les communes et l'égalité des territoires dans la République, la démocratie (Appel de Grigny ; rencontres Niemeyer du 29 janvier, colloque sur

la réforme constitutionnelle le 5 mars...)

- Une campagne nationale pour les droits des femmes et contre les violences

Et, enfin, de toutes nos actions déjà lancées :

les 3es États généraux du numérique les 9 et 10 mars ;

- Notre convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire les 29 et 30 septembre

- La lutte pour la paix en vue des prochaines mobilisations nationales du 22 septembre et

du centenaire de la Première Guerre mondiale

- Nos actions de solidarité concrète

- La lutte contre le racisme avec une journée d'étude au printemps

2 - Notre démarche de transformation et de rassemblement dans la société française

Il s'agit de produire :

- Un document d'analyse sur l'état de la société française d'aujourd'hui notamment les conditions de la lutte des classes

- Une proposition d'orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement, sur la base d'un bilan de la période écoulée et des enjeux de la période nouvelle.

3 - Les transformations du Parti

Il s'agit de définir l'organisation que nous devons être et les transformations concrètes pour y parvenir. Parmi ces questions, citons au moins :

- Le Parti et les classes populaires, au travail comme dans la cité

- Les nouveaux modèles d'organisation dont nous avons besoin

- Notre politique de formation

- Notre communication

- La conception et le rôle de nos directions.

4 - Les élections européennes

Il s'agit de définir le sens de notre campagne en 2019 et le type de listes que nous voulons construire. Ce travail pourrait déboucher sur un Conseil national élargi, tenu les 24 et 25 mars, prenant de premières décisions d'orientation et faisant des propositions, notamment un calendrier d'élaboration et de validation de nos listes (in fine par le Conseil national). Il faudra tenir compte des modifications du mode de scrutin envisagées par le gouvernement.

C - Méthode de travail

Ces quatre thématiques devront, chacune, rassembler dans plusieurs chantiers des milliers de communistes. Les chantiers seront ouverts à tou-te-s les adhérent-e-s qui le désirent. Ils s'ouvriront également aux contributions extérieures. Chacun-e disposera de l'outil numérique mis en place par le Conseil national.

Pour chaque thématique, une équipe d'animation nationale veillera au travail collectif et sera chargée de faire – avant fin mai – un bilan du travail, des actions menées et des propositions pour l'avenir du Parti. Toutes ces réflexions nourriront l'élaboration de la base commune.

L'adoption du projet de base commune aura lieu les 2 et 3 juin lors d'un Conseil national élargi aux animateurs-trices des ateliers.

L'adoption de la base commune déclenchera la phase statutaire de la préparation du Congrès :

- Dépôt des bases communes alternatives éventuelles jusqu'au 6 juillet

- Mise à disposition des communistes de tous les textes présentés

- Vote sur le choix de la base commune les 4, 5 et 6 octobre

- Congrès locaux et départementaux du 15 octobre au 15 novembre.

Le congrès national se tiendra les 24, 25 et 26 novembre 2018.

L'Assemblée du 18 novembre mandate le Conseil national du 1er décembre, pour mettre en place le dispositif d'animation et les commissions statutaires (commissions de transparence des débats, des candidatures et du texte). Les outils d'animation numériques du site du Congrès seront prêts à fonctionner le 4 décembre.



Ils y étaient



Dix camarades en responsabilité dans les sections de Loire-Atlantique participaient à l'assemblée nationale des animateurs parmi lesquels Robin Salecroix et Melissa Journoud (Nantes), Véronique Mahé et Sabine Mahé (Brière), Yvon Renévot (Saint-Nazaire), Pedro Maia (Loire et Sèvre), Eric Couvez (St-Herblain), Guy Bernard (Basse Loire), Didier Broucke (Pays de Retz), Yolande Dréano (Val de Loire), Pierre Chauvin (Rezé Sud Loire).

L'occasion pour les responsables locaux de section de s'inscrire pleinement dans le processus de congrès et de porter les premiers éléments soulevés au débat lors des dernières assemblées générales et dans les quelques 200 questionnaires retournés à la fédération.

Autant, d'interrogations, de pistes de débat soulevées lors des ruches dont certaines animées par des militants de Loire-Atlantique.

Révolution du PCF

3

« Soyons un outil toujours plus utiles aux salariés et familles populaires de ce pays »

Robin Salecroix (Nantes)

En dehors du travail en ruche, Robin Salecroix, secrétaire de la section de Nantes, est intervenu lors de l'assemblée plénière pour faire part d'un certain nombre de sujets soulevés dans le département :

« Des débats et des échanges qui se sont déroulés dans nos territoires ressort une exigence quasi unanime de déployer de véritables campagnes structurantes et de longue durée pour **rendre visible et lisible les contre-propositions du PCF**. Aujourd'hui nous sommes souvent cantonnés à diffuser des matériels et des idées en réaction à l'actualité [...] dans le cadre de notre

congrès nous devons travailler à mieux prioriser, organiser et structurer nos campagnes et notre communication politique. »

Second point soulevé, le besoin qu'ont les communistes « de tirer avec recul et sérénité le bilan de nos orientations politiques mises en œuvre depuis 2009 voir avant ».

En effet, interroge-t-il : « Quelles impasses nous ont en effet conduit à un reflux en terme de rapport de force et particulièrement électoral ? Quel bilan dresser d'un soutien à Jean-Luc Mélenchon en termes de visibilité de

nos propositions, de cohérence de notre démarche de rassemblement ? »

Le responsable de section insistera également sur l'impératif de revivifier les processus démocratiques et de faire de ce congrès l'opportunité pour trancher définitivement les questions de l'utilité et de l'existence du PCF pour que conclue-t-il, demain, le PCF soit **« un outil toujours plus utile aux salariés et familles populaires de ce pays »**.

Congrès 2018 : Préparons notre révolution ! Véronique Mahé (Saint-Joachim)



Nous étions 900 délégués samedi pour échanger et construire ensemble l'avenir de notre Parti. Cette assemblée nationale se tenait à l'issue de la consultation des communistes, 1ère étape préparatoire de notre Congrès avec 14 000 questionnaires individuels et de nombreuses contributions collectives renvoyés au national.

Échanges démultipliés par un travail en « ruches », synthèses en direct avec une plateforme collaborative, débats en séance plénière, au total une journée de travail intense, sérieuse et tournée vers l'avenir. A l'issue de cette rencontre, les délégués ont adopté la feuille de route proposant la date du congrès mais également les modalités détaillées de sa préparation. En le fixant au 24, 25 et 26 novembre 2018, le choix a été fait de se donner le temps de la préparation.

Du temps pour réaliser le bilan des dernières années : il doit être lucide et ne rien occulter. Dans ma ruche, nous avons évoqué la nécessité de clarifier notre rapport au pouvoir, élément important, voire indispensable, à notre réflexion sur les stratégies et les rassemblements. Du temps pour construire notre « projet communiste » d'aujourd'hui, une étape qui comporte plusieurs axes de chantiers et s'ancre dans les mobilisations. Ce que je retiens de cette journée, c'est l'envie d'être audibles, d'être dans l'action avec la tenue des états généraux du progrès social, l'envie d'un Parti communiste conquérant et à l'offensive.

Congrès Extraordinaire du PCF en 2018, La Révolution est en route !

Eric Couvez (Saint-Herblain)

« Après avoir planté le décor sur la situation politique suite aux Elections Présidentielles, Législatives et Sénatoriales, dans son discours, Pierre Laurent donnait comme objectif aux délégués de l'Assemblée générale, la mise en ébullition des militants, de la direction du Parti, des Députés et Sénateurs fraîchement élus ou réélus, pour préparer le prochain congrès extraordinaire du PCF. Les propositions ont fusé, avec des délégués de toutes les Régions de France mélangés dans des ruches, et se nourrissant des avis émanant du terrain, exprimés lors des AG de Sections, sur la base de la consultation des Communistes.

Des idées fortes ont été remontées : comme le fait de faire un bilan sur les échecs et les réussites du PCF et de la direction actuelle du Parti depuis le dernier congrès et suite à l'échec de notre stratégie concernant les élections présidentielles et législatives ; de réaffirmer haut et fort notre appartenance à un Parti révolutionnaire engagé sans faille dans la lutte des classes, la défense des sans droits, la lutte contre le racisme et les discriminations, contre le sexisme, pour la paix et l'accompagnement des luttes des salariés face aux propositions rétrogrades et ringardes du Gouvernement Macron-Phillipe-Gattaz.

En plénière, les expressions des Fédérations ont réaffirmé des attentes fortes vis-à-vis du congrès extraordinaire et l'obligation d'un bilan, pour sortir renforcés et parés pour agir unis dans l'intérêt général des populations, par l'action quotidienne des communistes, relais des aspirations réelles du peuple et pas du chant du Medef et du pouvoir financier. La Feuille de route a été validée à une très forte majorité, des plans de travail vont maintenant être mis en œuvre pour avancer concrètement dans l'élaboration d'un projet Communiste du 21ème Siècle en phase avec la population présente dans les luttes et en relayant publiquement nos actions grâce à nos élu(e)s ! »



Sur le terrain : Des états généraux du progrès social



En octobre dernier, le conseil national du PCF et ce week-end lors de l'assemblée nationale des animateurs de section **les communistes appelaient à intensifier les campagnes et la contestation à l'encontre des politiques menées par Emmanuel Macron.**

C'est que depuis les élections présidentielles et législatives l'ensemble du modèle social et productif français est attaqué par l'entreprise néolibérale conduite par les marcheurs de Emmanuel Macron.

Le PCF a décidé d'une contre-offensive pour agir pour des solutions de progrès social. Les communistes proposent à tous ceux « qui luttent contre la politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques, engagées dans le mouvement social actuel, de construire dès maintenant l'alternative sociale à ce pouvoir autour de cinq grands enjeux ». Contre la loi travail et la casse de la Sécu pour « une sécurité de l'emploi et de la formation » ; contre la vente à la découpe de l'industrie pour un **renouveau industriel** » ; contre l'austé-

rité pour « un service public du XXIe siècle » ; contre la casse du logement social et la baisse des APL pour « le droit au logement pour tous » ; contre les cadeaux aux plus riches, pour « la justice fiscale et de grandes banques publiques ». Cinq déclinaisons qui se veulent autant de réponses aux derniers coups portés par le gouvernement.

Une première étape nationale aura lieu le 3 février prochain, avec des « états généraux du progrès social » en région parisienne. **En Loire-Atlantique, des Etats Généraux de l'industrie vont prendre forme dans les semaines à venir et l'ensemble des thèmes de la campagne vont être déclinés dans les sections.**

Ces Etats Généraux seront autant de lieux de débat, de témoignages autour des luttes, ils seront l'expression des revendications, mais avant tout un lieu de construction, de propositions de solutions de progrès social.

Musée de la résistance de Châteaubriant : Nouvelle exposition temporaire

S'engager pour la liberté de la France (1940-1945), c'est le thème de la nouvelle exposition temporaire du musée de la résistance de Châteaubriant. Chaque automne, le musée renouvelle ses espaces d'exposition, accompagnant le thème annuel du Concours national de la résistance et de la déportation. Cette année, l'hommage sera rendu à l'engagement de celles et de ceux sans qui la liberté ne serait jamais arrivée.

Du samedi 21 octobre 2017 au 13 octobre 2018
La Sablière, Carrière des fusillés - Châteaubriant



Que vive la résistance !

4

Cinéma

La bombe et nous



Le mouvement de la paix présente
" La BOMBE ET NOUS"
film de 70 min
de
Xavier-Marie BONNOT

Ce documentaire grand public de conviction, d'excellente qualité, tant sur le fond que sur la forme, fait l'histoire de la bombe nucléaire ; il présente de nombreux documents d'archives ainsi que plusieurs témoignages de personnalités de notoriété nationale et internationale.

Enfin après l'adoption, le 7 juillet dernier, d'un " Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires " par l'Assemblée Générale de l'ONU, et après l'attribution le 5 octobre dernier du Prix Nobel de la Paix à ICAN, ce documentaire, totalement d'actualité, pose la question cruciale " comment en finir avec la terreur nucléaire ".

Une première diffusion a eu lieu en présence de Roland Nivet, secrétaire national du mouvement de la paix, le 21 novembre dernier à St-Nazaire, la prochaine diffusion aura lieu dans la métropole nantaise :

Le 12 décembre 2017
20h30
Au cinéma le LUTETIA

18 Rue des Calvaires
Saint-Herblain

Henri Duguay n'a jamais oublié Châteaubriant

L'ancien camarade de Guy Môquet, interné au camp de Choisel, le résistant communiste de toujours, est décédé à Nantes, à l'âge de 101 ans.



A quelques jours de la commémoration des fusillés de Châteaubriant, l'un des derniers survivants de cette période tragique avait été particulièrement affecté par le décès de son épouse Suzanne, fin septembre, avec qui il était marié depuis 1940. Il y a un peu plus d'un an, le 23 septembre 2016, le centenaire était fait « citoyen d'honneur » de sa ville de Nantes.

Né le 19 septembre 1916 à Nantes, ce fils d'ouvrier accidenté du travail et d'une ménagère avait fait très jeune, le choix de l'engagement politique :

Embauché aux brasseries de la Meuse à Chantenay (Loire-Inférieure) en février 1932, il appelle à la grève en juin 1936. Durant les années noires de l'occupation, il participe à l'action militante clandestine. Arrêté pour une distribution de tracts, il est transféré au camp P1 à Châteaubriant. Libéré en 1942, se jouant de l'ennemi nazi, il parvient à faire sortir le plan du camp. Début 1945 il est désigné représentant du Comité départemental de libération, devient cheminot et se syndique en prenant des responsabilités à la fédération CGT en 1955.

A la retraite, il est président de l'Association départementale des déportés-internés, résistants et patriotes de Loire-Atlantique (FNDIRP).

D'après l'Humanité du 13 octobre 2017

Que vive la Résistance !

Patrice Lemoine, inspecteur académique, a lancé au lycée Arago à Nantes, l'édition 2017-2018 du concours national de la Résistance et de la déportation. Cette année, le thème sera « s'engager pour libérer la France ».

L'objectif de la participation au concours n'est pas seulement de promouvoir un haut niveau de connaissance, mais aussi de susciter l'engagement et la réflexion de chaque élève à sa mesure. « le but est d'amener les élèves à étudier cet engagement, qu'ils lisent des livres, voient des films, des expositions ».

Les élèves de 3e et les lycéens pourront participer à une épreuve individuelle, une sorte de dissertation, mais aussi à des épreuves collectives. Elaborer un texte, réaliser un petit film, produire une sculpture...les supports sont variés.

Sur le plan local, l'Association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant a cette année encore préparé une exposition de grande qualité (et son catalogue) intitulée « S'engager pour les libertés de la France »

Trois prix ont été créés cette année: Décernés par un jury départemental, et récompensant les Valeurs citoyennes, la Créativité et l'engagement local. Les meilleures productions seront ensuite évaluées par un jury national.



76ème commémoration des fusillades de Châteaubriant



Jackie Hoffman, Présidente déléguée de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt.

Les terres des divers lieux de martyrs de France et d'Allemagne ramenées par les élèves.



Credit Photo : Patrice Morel



NLA ouvre le dossier santé

Depuis le début de l'année, 1524 établissements de santé sont en lutte : grève, débrayage, manifestation, occupation, pétition, démission collective, protestation...

Le gouvernement prévoit encore 22 000 suppressions de postes, estime qu'il faudrait réduire de 30% les capacités de soin en France et détruit la Sécurité Sociale à partir de janvier 2018. Notre système de protection sociale est l'objet d'une déstructuration complète de la part du gouvernement !

Le social au coeur

5

SITUATION ALARMANTE ! entretien avec Michèle PICAUD

chargée de la commission de réflexion sur les EHPAD pour l'ULSR CGT



Une commission de réflexion sur les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) a été mise en place par l'ULSR CGT. Quelles en sont les raisons ?

MP : Au printemps 2017, l'ULSR CGT a mis en place une commission pour faire l'état des lieux des structures de la Carène et de Cap Atlantique. La lutte des Opalines dans le Jura, avec une grève de 4 mois relayée par les médias, a mis en évidence les souffrances vécues dans ces établissements et nous a conforté dans la nécessité de poursuivre notre réflexion. Une « mission flash », conduite par Monique IBORRA, a été mise en place en urgence par la commission action sociale de l'Assemblée Nationale. En reconnaissant que la situation dénoncée est nationale et que notre pays ne remplit pas son devoir vis-à-vis de ses aînés, les conclusions de cette mission nous alertent. La situation est catastrophique. Le mal-être grandit tant chez les familles de résidents, que chez les personnels, qui travaillent en sous effectifs. La médicalisation défailante amène à constater « une maltraitance institutionnelle ».

La principale difficulté des EHPAD est le manque de professionnels. En 2006, le plan solidarité grand-âge préconisait 1 ETP (Equivalent Temps Plein) pour 1 résident en EHPAD. Plus de 10 ans après, il s'avère que le taux d'encadrement dans notre département est souvent inférieur à 0,50 ETP (0,61 au niveau national). Les conséquences immédiates sont des conditions de travail dégradées, l'épuisement des soignants, une augmentation significative des arrêts maladie et des accidents du travail. A Nantes, le 14 novembre dernier, les directeurs de ces établissements ont manifesté leur colère face à ce manque de moyens en claquant la porte lors d'une réunion avec les élus du conseil départemental.

Quelles sont vos propositions ?

MP : Le vieillissement de la population est incontournable et quand se présente le moment du placement, il y a urgence, les familles sont souvent paniquées face à celui-ci. Pour nous, la situation des EHPAD et du maintien à domicile des personnes âgées devrait être une priorité des pouvoirs publics. Aussi avec 8 autres organisations, la CGT vient d'adresser un courrier à la ministre de la santé pour soulever la question de l'humanité et de la dignité dans les EHPAD. Au-delà de tous les discours, il faut en finir avec les cures d'austérité. **Il est urgent que la Sécurité Sociale prenne en charge la dépendance des personnes**

Selon la « mission flash », la situation est nationale. Qu'en est-il exactement en Loire Atlantique ?

Personnes âgées dépendantes en finir avec la cure d'austérité !

par Pierre Dharréville député des Bouches-du-Rhône



Le premier diagnostic établi par la mission flash de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale concernant la situation dans les EHPAD et plus généralement de celle des personnes âgées dépendantes dans notre pays est un diagnostic accablant et préoccupant.

Le vieillissement de la population française est une réalité incontournable. C'est un défi majeur pour la société. Nous sommes face à un enjeu civilisationnel. Face à cette situation de crise, il faut agir vite et construire une ambition sociale à la hauteur. Les EHPAD ne peuvent plus être un lieu associé à la maltraitance et à la souffrance.

Pour cela, la seule solution est d'en finir avec l'austérité : parler de maltraitance institutionnelle, c'est reconnaître qu'elle résulte essentiellement du manque de moyens. La situation financière des EHPAD est profondément dégradée et nombre d'entre eux sont au bord de la rupture. Il faut revoir d'urgence la réforme tarifaire de décembre 2016 qui est inapplicable. Mais cela ne suffira pas. Il manque du personnel qualifié et pleinement reconnu, il manque des places et des établissements, il manque des dispositifs pour les aidants...

Comment faire quand les coupes sombres annoncées dans le budget des collectivités et notamment des départements vont peser plus encore ? Comment faire quand la fin brutale des contrats aidés sans pérennisation des postes, gâchant des savoir-faire acquis par l'expérience, vient impacter les établissements ? Comment faire quand le rationnement des dépenses de santé, programmé de budget en budget pour la sécurité sociale s'applique implacablement ? L'austérité est intenable et insoutenable.

Enfin, la dépendance des personnes âgées doit être prise en charge par la sécurité sociale. C'est une question de justice qui est posée. Nul ne saurait contester à chacune et chacun le droit de vieillir dignement. C'est ce droit qu'il faut mettre à l'ordre du jour.

Saint-Nazaire :

La cité Sanitaire en crise

La section de Saint-Nazaire a écrit à la Ministre des Solidarités et de la Santé sur la situation préoccupante du Centre Hospitalier de Saint-Nazaire pour les personnels soignants et pour les patients.

Un tract pour allerter la population a également été édité :

ENSEMBLE PRENONS SOIN DE NOTRE HÔPITAL PUBLIC

LES SERVICES HOSPITALIERS DE LA CITÉ SANITAIRE DE SAINT-NAZAIRE SONT MALADES D'UNE GESTION FINANCIÈRE DE PLUS EN PLUS AVEUGLE AUX BESOINS HUMAINS.

2011, tout le secteur de rééducation fonctionnelle est « confiné » au privé.
2012, la Cité Sanitaire commence à verser à Eiffage un loyer annuel de 800 millions d'euros, sur une durée de 35 ans. Un Partenariat Public Privé qui croise le déficit budgétaire.

2014, cinquante suppressions de postes sont réalisées.
2016, une unité psychiatrique de 15 lits est supprimée ainsi que 15 lits en orthopédie.

Et en cette année 2017, les recours à l'intérim et les irrégularités aux lois du travail se multiplient (rapports illégaux pour payer aux absences, recours massifs aux CDD). Un nouveau plan de réduction des coûts et des effectifs est mis sur la table : « inacceptable » !

Ces mesures de régression résultent, depuis l'année 2000, de la répartition entre le secteur privé et le secteur public au désavantage de l'hôpital public. Le secteur privé a gardé l'essentiel des services à haute valeur ajoutée (chirurgie ambulatoire et la cancérologie). L'hôpital public a conservé la permanence des soins, la maternité, la gériatrie, l'orthopédie, les urgences : des services où les prises en charge sont lourdes. Depuis vingt ans les Agences Régionales de Santé (ARS) visent à la rentabilité des services, sans accorder les moyens humains et matériels à hauteur des objectifs de rentabilité exigés.

LES PERSONNELS ET TOUTS LES USAGERS SOUFFRENT DE L'AUSTÉRITÉ. POURTANT IL EST POSSIBLE DE FAIRE AUTREMENT. LES COMMUNISTES DE SAINT-NAZAIRE AFFIRMENT QUE L'HÔPITAL A BESOIN DE RESPECT, D'ÉCOUTE ET DE DÉMOCRATIE.

Nous considérons qu'il y a urgence à :
- arrêter toutes les restructurations et les fermetures en cours ;
- embaucher des professionnels avec un véritable statut ;
- former les personnels ;
- créer une banque publique prêtant aux hôpitaux à taux zéro comme l'a fait la Banque centrale européenne pour les banques privées ;

- engager un rachat par l'État du bail emphytéotique. Le versement de 800 millions d'euros de loyer annuel, sur 35 ans, aboutira à payer au promoteur privé trois fois le prix d'une construction financée sur fonds publics.



EPMS de Saint-Brevin :

« un seul objectif, un accompagnement de qualité »



Depuis le 24 avril 2017, les salariés de l'EPMS « Le Littoral » à Saint-Brevin sont entrés en lutte.

Celle-ci s'est accentuée en octobre avec désormais des débrayages d'une heure 2 fois par semaine.

Aucune lassitude à l'horizon : un roulement s'est mis en place, permettant la mobilisation de 40 à 50 agents à tour de rôle. L'intersyndicale CGT et FO dénonce le manque de moyens, imposé par la commande nationale de l'Agence Régionale de Santé, avec pour résultat une prise en charge dégradée des 342 résidents.

Les délégués syndicaux soulignent le fait que « l'Établissement Public Médico-Social est comparé à des établissements qui diffèrent soit par des pathologies atypiques, soit par le nombre de résidents ». Ils précisent qu'il s'agit d'une chaîne sans fin avec « la nécessité d'accueillir des enfants des Instituts Médico-Educatifs qui par faute de place dans le secteur adulte doivent être maintenus dans les structures enfants et l'accueil de résidents souffrant de graves troubles psychiques dans le secteur médico-social suite à la fermeture de lits en psychiatrie ».

Sur l'ensemble de leurs doléances, deux sont prioritaires. La première concerne la baisse du temps de travail des contractuels de 7 h 42 par jour à 7 h, ce qui réduit considérablement le temps de transmission et l'accompagnement dans les activités. La seconde concerne la réorganisation d'un pool de suppléance à l'échelle de l'établissement et non plus de structure. Ce pool a vu son effectif passer de 14 à 10 salariés. Si la direction considère cette baisse comme un « retour à l'équilibre », pour le personnel, la conséquence est un taux d'auto-remplacement important entraînant une dégradation des conditions de travail et de la vie personnelle... sans oublier la perte de repères que cela occasionne chez les résidents.

Après avoir investi le conseil municipal, interpellé les élus et l'ARS, l'intersyndicale rencontre la sous-préfète le 23 novembre avec un seul mot d'ordre « **Notre objectif, un accompagnement de qualité** ».



Exposition photographique à Saint-Nazaire... Vivian MAIER

L'histoire hors du commun de Vivian Maier et de la découverte fortuite de son travail, commence à l'occasion d'une vente aux enchères, à **Chicago en 2007**. **John Maloof**, jeune étudiant, à la recherche de photographies anciennes de la ville, acquiert des négatifs et des rouleaux de pellicules stockés dans un garde-meuble. Découvrant peu à peu les qualités indéniables des clichés, il réalise l'importance de sa découverte et tente de retrouver la trace de son auteur. Sans l'opiniâtreté de Maloof, l'histoire de cette femme discrète au talent photographique indéniable, n'aurait jamais été connue. **Mais qu'elle était vraiment la mystérieuse personnalité non dépourvue de zones d'ombre, de celle qui vivait de son travail de « nounou » auprès des enfants de la petite bourgeoisie américaine ?** Dans leur film documentaire d'1h24, John Maloof et Charlie Siskel (22 euros Librairie de l'embarcadère) nous révèle l'aboutissement de leur travail d'investigation. **Remarquable !** Jusqu'au 30 décembre 2017 médiathèque Etienne Caux. Tout public. Accès libre et gratuit.



Culture, idées, sciences

6

Octobre 1917 :



Février 1917, abdication du tsar ; octobre 1917, prise de pouvoir par les bolchevicks. **La Révolution d'Octobre a profondément bouleversé notre planète, tout comme l'avait fait la Révolution française en 1789.**

Les questions posées par Lénine aux ouvriers, paysans et soldats, mais aussi à la bourgeoisie russe et internationale demeurent pertinentes aujourd'hui. Comment répartir les richesses et les biens au profit de tous ? Comment faire naître un pouvoir démocratique ? Les réponses à ces questions, données en 1917 portèrent des fruits contradictoires et parfois amers.

Quoiqu'en pensent ses détracteurs, le soulèvement d'Octobre a ouvert la voie au troisième millénaire...

La fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, vous invite à revivre la révolution Russe de 1917 à travers une exposition "**Octobre 1917 ces 10 jours qui ébranlèrent le monde**" :

Vendredi 1er Décembre 2017
A la Manufacture des tabacs de Nantes

19h30 : Ouverture de l'exposition

20h15 : Débat animé par : **Pierre OUTTERYCK**
Professeur agrégé d'Histoire
Fondateur du CRIS (Création Recherche Innovations Sociales)
Membre du Bureau National du Secours Populaire

Pourquoi faire de la justice sociale un élément de la démocratie ?

D'entrée de jeu l'ex-secrétaire national de la CGT(1999-2013) devenu membre du C.A de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T) en 2014, pose le cadre de son intervention d'une heure, devant **les 200 personnes qui assistent ce vendredi 17 décembre au 115e Huma-Café, véritable évènement culturel au Lieu Unique de Nantes.**

« 1. Pourquoi faire de la justice sociale un élément de la démocratie ?
2. Comment fait-on ? A quelle échelle, quel niveau de responsabilité ?
3. N'est-ce pas trop tard dans cette course de vitesse entre les forces progressistes et les multinationales ? »

Une paix universelle et durable, ne peut-être fondée que sur la justice sociale.

La Conférence générale de l'OIT réunie à Philadelphie en mai 1944, s'était donnée des principes dont devaient s'inspirer ses 186 membres.

- **le travail n'est pas une marchandise.**
- **la liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès soutenu.**
- **la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous.**

L'enjeu des dix prochaines années est donc de savoir qui va gagner cette guerre de conquêtes entre les forces progressistes qui luttent pour toujours plus de respects des droits, et les forces économiques et financières libérales qui les détruisent.

Aujourd'hui l'économie mondiale est dominée par les Firmes multinationales qui au travers des accords de libre-échange veulent imposer aux Etats souverains, leur domination juridique via le relais d'organismes internationaux comme l'Organisation du Commerce (OMC) et le FMI.

Bernard Thibault

La troisième guerre mondiale est sociale

Quand le patronat met en avant l'argument de la compétitivité, il vise à imposer à notre pays et à l'Union Européenne la jungle d'une concurrence internationale faussée :

50% des salariés du monde n'ont aucun droits, 152 millions d'enfants travaillent, ce qui veut dire qu'ils sont privés d'un système éducatif et donc ne sont pas sur le chemin d'un devenir citoyen. Le travail non déclaré repart à la hausse.

Chaque année dans le monde, il y a plus de morts par accidents du travail que dans toutes les guerres et conflits de la planète.

« **Nous n'avons pas le choix**, il faut le plus vite possible inverser la tendance. Dans dix ans la France risque d'être dans le camp d'une minorité mondiale. Certains affirment que les droits sociaux seraient des privilèges d'hier.

Déjà au sein de l'U.E, il y a parfois 100 conventions sociales d'écart entre les membres des Etats !

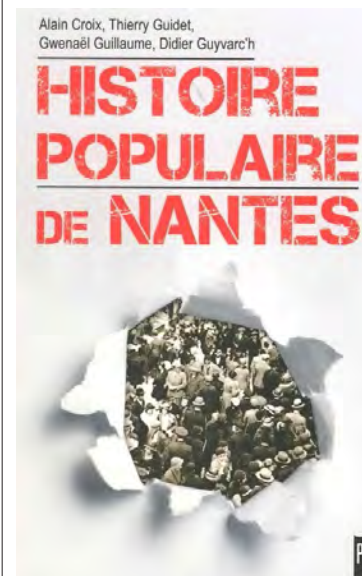
Notre pays reste un de ceux qui au travers des luttes de générations en générations, du Front Populaire, au Conseil National de la Résistance (CNR), jusqu'à Mai 68... (où rappelons le , la section syndicale à enfin eu le droit de trouver sa place à l'intérieur de l'entreprise), **l'un des pays d'avant-garde pour les droits sociaux.**

Macron et son gouvernement, se sont donnés l'objectif de détricoter cette exception française. Les progressistes doivent absolument le mettre en échec.

Aux éditions de l'Atelier, Les éditions ouvrières, 15 euros.

Quand les oubliés de l'Histoire tiennent le premier rôle

Dans NLA en mai 2015 nous souhaitons que des historiens "complètent le travail inauguré par E. Leroux et nous offrent une Histoire populaire de Nantes". **C'est chose faite avec la sortie précisement de l'Histoire populaire de Nantes publiée par trois historiens Alain Croix, G. Guillaume, D. Guyvarc'h et le journaliste T. Guidet. Ils nous proposent aujourd'hui un ouvrage très original dans lequel "le peuple crève l'écran".**



Les "grands hommes" de ce livre d'histoire ne sont pas les premiers de cordée mais les sherpas, tels Louis Le Madec et ce sont aussi des femmes comme Marie Horas. Par exemple, la traite négrière n'est pas abordée sous l'angle des armateurs mais des esclaves et des marins, comme ce jeune mousse de Paimboeuf embarqué à 10 ans, où l'on apprend que le taux de mortalité des équipages était supérieur encore à celui des captifs noirs.

tion de la classe laborieuse" nantaise, les luttes sociales, la Résistance, l'apport des "Nantais venus d'ailleurs" et analyse les transformations vécues avec la désindustrialisation, la tertiarisation, la "nouvelle économie", l'esprit start-up de la smart city, les mutations de l'urbanisme et leurs conséquences sociologiques. Des questions vives sont abordées: veut-on effacer toute trace du mouvement ouvrier dans la ville ? la métropolisation est-elle aussi heureuse que le disent ses promoteurs ?

L'Histoire n'est jamais neutre. Aussi bien, sans faire une contre-histoire, les auteurs ont pris le parti, sans aucun manichéisme, de nous proposer une autre Histoire. Ils se sont appuyés sur les travaux de leurs collègues historiens ou sociologues, sur les archives et les témoignages de nantais comme Ghislaine de Malakoff ou Henri des Batignolles et des Dervallières que nos lectrices et lecteurs reconnaîtront, et d'autres encore.

Un autre parti pris est d'avoir voulu produire un ouvrage accessible à tous, écrit dans un langage d'où le jargon est banni, agréable à lire et proposé par l'éditeur au prix imbattable de 15 €. Pour cela les auteurs ont renoncé à leurs droits d'auteurs.

Loïc LE GAC

Histoire Populaire de Nantes. Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaél Guillaume et Didier Guyvarc'h
Editeur: P. U. R. 500 p. 15 €

0,50 :

C'est le ratio personnel / résident d'établissement hospitalier pour une personne âgée dépendante en Loire-Atlantique. Au niveau national il atteint 0,61... Toujours loin de la préconisation du plan de solidarité grand âge de 2006 qui préconisait 1 pour 1.

« Il y a beaucoup de déficits à combler, mais il y en a un immense et d'urgence à combler qui est un déficit de considération vis-à-vis des élus » François Baroin, à propos du Gouvernement, pose l'ambiance du Congrès des Maires de France qui s'est déroulé du 21 au 23 novembre.

Au cœur des collectivités

7

Agglomération de Clisson Sèvre et Maine Une fusion aux avantages discutables

La communauté d'agglomération née de la fusion, le 1er janvier 2017, de 2 intercommunalités du vignoble : Sèvre Maine, Goulaine et Vallée de Clisson a constitué une commission locale d'évaluation des transferts de charges.



Cette commission vient de rendre son rapport qui établit le montant des charges transférées de la communauté d'agglomération vers les communes et à l'inverse, le montant des charges transférées des communes vers la communauté d'agglomération.

Les Elus Communistes et Républicains de la commune de Gorges ont pris connaissance de ce rapport et sont intervenus au Conseil municipal pour dresser un 1er bilan de la fusion imposée par l'Etat et voté par une majorité des élus concernés.

Pour Pedro MAIA, Conseiller Municipal : « A part pour les communes de St Fiacre et Clisson, les transferts de compétences et de charges se font au détriment des communes et au profit de la communauté d'agglomération. Au total, pour les 16 communes, les compétences communautaires rétrocédées aux communes représentent des charges d'un montant de 290 000 euros. A l'inverse, les compétences communales transférées à la communauté d'agglomération représentent 100 000 euros. Soit une différence de 190 000 euros dont 10 000 euros pour Gorges.

Une somme qui est certes compensée par la communauté d'agglomération, mais qui démontre que les réformes des collectivités successives entraînent systématiquement un transfert de charges de l'Etat vers toutes les collectivités locales alors même que les dotations qui pourraient compenser ces transferts sont en baisse. Au sein des collectivités locales, les transferts de charges se font systématiquement contre les communes.

Les dotations de l'Etat aux collectivités vont encore diminuer de 13 milliards d'euros jusqu'en 2022. Le million d'euros de dotation supplémentaire promis par l'Etat au moment de la fusion va-t-il être pérenne ? Quelles seront les conséquences de la suppression programmée de la taxe d'habitation ? Va-t-il falloir privatiser des services publics et/ou augmenter la fiscalité ? Mais laquelle, puisque au rythme où vont les choses, les communes ne pourront peut-être plus lever l'impôt ? »

Progressivement les communes deviennent financièrement dépendantes de l'Etat, celui-ci va leur imposer des baisses de dépenses de fonctionnement, cela constitue une mise sous tutelle. Cela pose une question de constitutionnalité que l'ANECR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains) envisage d'envoyer devant le tribunal constitutionnel au regard de la remise en cause de la « libre administration des communes ».

Rappelant la tenue du congrès des Maires de France, les élus de gauche, dans leur intervention, ont proposé le vote prochain d'une motion contre la baisse des dotations et les désengagements de l'Etat ainsi que l'organisation, sur les mêmes exigences, d'une manifestation locale avec l'ensemble des Maires, des élus locaux et de la population.

Un plan d'action pour l'égalité Femmes Hommes sur Saint-Nazaire?

Suite à la présentation en Conseil du 17/11 du rapport sur l'égalité hommes femmes (qui reste problématique niveau emploi privé et plus intéressant dans l'emploi public), Catherine Rougé a proposé la signature de la Charte européenne pour l'Égalité, prélude à un plan d'action à définir et qui vient compléter la déclinaison du plan national de mobilisation pour l'égalité des sexes et contre les violences faites aux femmes.

Bougenais a une nouvelle Maire et des adjoints qui prennent du galon



Le 26 octobre, Martine Le Jeune a succédé à Michèle Gressus, Maire de la commune depuis 2008 et qui demeurera Vice-présidente de Nantes Métropole. Les adjoints voient leur rang avancer dans l'ordre du tableau : Gauthier Lorthiois (PCF), Armelle Sadir (PS), Joël Castex (EELV), Bernadette Hugué (PS), Sylvain Bacle (PS), Julie Cochin (PCF), Sylvain Quartier (PS) et Christine Landreau (PS).

Nantes Métropole : le oui, mais... au CSU

Le 13 octobre, les élus communistes ont majoritairement approuvé l'établissement d'un Centre de Supervision Urbain métropolitain, à disposition pour gérer la vidéoprotection de Nantes, Saint-Herblain, Rezé et Vertou. Ils ont pu rappeler que "La sécurité est une question difficile à traiter dans une société où la violence sociale, physique, symbolique est à la fois omniprésente, diffuse pour certains ou plus frontale pour d'autres" tout en demandant que le dispositif soit suivi par un comité d'éthique.

Les communistes mobilisés pour libérer Salah Hamouri

Les Conseils municipaux de Bougenais, Couëron, Nantes et Rezé ont adopté des vœux, généralement à l'initiative des communistes, pour soutenir Salah Hamouri, franco palestinien arbitrairement arrêté et détenu par l'Etat d'Israël, rejoignant ainsi les multiples initiatives nationales.

La Chapelle sur Erdre contre les paradis fiscaux

Le Conseil municipal a adopté un vœu demandant au Gouvernement d'agir en réaction au scandale de l'optimisation fiscale concernant des célébrités et des sociétés multinationales. Au sein d'un argumentaire de bon aloi, les élus communistes ont pu dénoncer l'hypocrisie de la droite qui elle aussi pousse des cris d'orfraies tout en soutenant en pratique et en théorie l'appauvrissement de la puissance publique et la pire des avarices.

Elections locales Chacun reste à sa place



Des gouttelettes de sueur perlaient sur le front des élus locaux.

Depuis plusieurs semaines de rumeurs évoquant le report d'un an des élections municipales, afin de les regrouper avec les régionales et des départementales...

Idée placée là par RTL et qui fut reprise et amplifiée par les

grands médias servant leurs fantasmes d'élections de mi-mandat à l'américaine et leurs litres de larmes et de promesses de sang qui font vendre.

Depuis, les démentis se font entendre.

Le 10 novembre, une personne "haut placée" au sein du Gouvernement a confié à l'AFP le "sujet n'a jamais été évoqué, ni par Matignon, ni par l'Intérieur, ni par personne chargée de ce sujet au Gouvernement". L'année 2021 sera tout de même chargée avec le renouvellement des Conseils départementaux et régionaux alors que 2020 sera bien celle des élections communales (et intercommunales).

Le décalage lui-même aurait été difficile car il aurait dû se justifier par une finalité d'intérêt général comme cela fut le cas pour les municipales de 2008 : il avait considéré comme déraisonnable de lier le local avec les présidentielles et les législatives de 2007.

Action publique 2022

Qui pour réformer l'action publique ?

Le 13 octobre, le Gouvernement a officiellement lancé le programme de transformation de l'administration, baptisé "Action Publique 2022". Il s'agirait d'améliorer la qualité de service, d'offrir un environnement de travail modernisé aux agents et évidemment... d'accompagner la baisse des dépenses publiques prévue par la loi de programmation des finances publiques afin de réduire l'endettement (déjà en cours) et de supprimer le déficit public en le faisant passer à -0,2% à l'horizon 2022 (passer au-dessus des -3% justifiait les purges jusqu'à présent).

Un « diagnostic ouvert et partagé » jusqu'à mars 2018 précéderait une phase d'élaboration et de mise en œuvre. La première étape sera menée conjointement par les ministres et le fameux Comité Action Publique 2022 (CAP22) qui choisira les politiques structurelles à mettre en œuvre.

Qui dans ce fameux comité ? 3 présidents : Ross McINNES, président du Conseil d'administration de Safran ; Véronique BEDAGUE-HAMILIUS, secrétaire générale de Nexity ; Frédéric MION, directeur de science po Paris ; ce beau monde étant accompagné par 29 personnalités, hauts fonctionnaires (34%), cadres d'entreprises (31%), lobbyistes ou politiciens généralement de parcours privés - publics et issus de classes très favorisées... à l'image du Gouvernement qu'ils servent.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

L'austérité vise par certaines mesures à avancer l'âge de la mort



Cette année a été marquée par la séquence électorale de la présidentielle et des élections législatives, elle a vu émerger une figure presque toute neuve cassant les codes de la classe politique.

Dans les apparences seulement, car ce sont bien les mêmes logiques amplifiées de destruction des conquêtes sociales qui s'appliquent avec les ordonnances Macron et de sa politique globalement, de la

baisse des APL aux cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Cela s'accompagne d'une offensive idéologique de la classe bourgeoise qui masque la réalité par des aspirations populaires comme ne plus avoir de patron, par une autre forme d'exploitation pour les jeunes qui sont déjà les plus précaires comme avec **UBER** ou **DELIVEROO**. Disparu il y a 20 ans, les mots de Georges Marchais, « l'austérité vise par certaines mesures à avancer l'âge de la mort », sonnent toujours juste.

L'arrivée au pouvoir de Macron n'a été possible que par la perte de confiance dans les partis classiques et leurs pratiques comme le PS et LR, et de l'incapacité du mouvement social contre la loi Travail de 2016 de trouver une issue dans les urnes. **Cependant les forces du progrès social, comme le PCF, restent mobilisés et s'appuient sur un réseau militant qui permet de tenir les fêtes populaires locales comme la fête des Nouvelles à Saint-Nazaire ou la fête de l'Humanité qui a permis à 550 000 personnes cette année de débattre et d'échanger dans une ambiance fraternelle et progressiste et ainsi faire vivre le débat d'idées qui est utile à tous tant les médias dominants nous abreuvent de pensée libérale.**



Le Mouvement Jeunes Communistes de France qui a participé tant aux mouvements sociaux qu'aux séquences électorales pourra en cette fin d'année faire le bilan de son activité et tirer des enseignements de la période passée lors de l'Assemblée Nationale des Animateurs qui aura lieu en décembre à Paris, et ainsi **se tourner vers l'avenir en se donnant les moyens de son ambition révolutionnaire.** Comme le disait Lénine, en ce centenaire de la Révolution de 17, « là où il y a une volonté, il y a un chemin ».



«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE
Jeannine TROUILLARD

Pedro MAIA
Véronique MAHE

Imprimé sur du papier produit en France à partir de 100 % de fibres recyclées. Ce papier fourni par UPM sous le numéro FI/011/001 est porteur de l'écolabel européen.
Eutrophisation : 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL: EMAIL:

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Le 25 novembre : Violences sexistes et sexuelles = Tolérance zéro

Ces dernières semaines, à la suite de l'affaire Harvey Weinstein, la parole de milliers de femmes s'est libérée pour dénoncer les comportements sexistes du geste déplacé aux violences les plus graves.

Le 7 novembre dernier, un homme majeur a été acquitté alors qu'il avait commis un viol sur une enfant de 11ans, la cour considérant qu'il n'y avait ni violence, ni contrainte, ni menace, ni surprise... Comment peut-on considérer cette enfant consentante ? Certains semblent découvrir le sujet et s'étonnent du nombre de victimes. Pourtant les violences patriarcales contre les femmes ne sont pas des faits nouveaux.

Le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) rappelle dans un communiqué qu'en France « en 2016, au moins 123 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou ex. Chaque jour, 230 femmes adultes sont violées, et plus encore de filles mineures, tandis que 1% seulement des violeurs est condamné ». Si une étape importante a été franchie dans la révélation des violences faites aux femmes, les difficultés dans le traitement et la prévention restent inchangées.

Comment ne pas être sceptique face aux déclarations de Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui annonce un projet de loi « contre les violences sexistes et sexuelles » et diminue dans le même temps les subventions faites aux associations féministes qui pâtissent en 1er lieu de la suppression des contrats aidés ? Comment ne pas être sceptique quand nos deux groupes parlementaires au Sénat et à l'Assemblée Nationale ont déposé en 2013 une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, élaborée en lien avec le CNDF, et dont la secrétaire d'Etat ne s'empare pas davantage aujourd'hui que le gouvernement de Mr Hollande hier ! Comme le rappelle l'association Femmes Solidaires, « ces faits, aussi sordides qu'ils soient, ne sont pas une suite hasardeuse de faits divers ». Ils découlent des stéréotypes sexistes difficiles à déraciner.

Inversement, Femmes Solidaires indique des résultats intéressants auprès des jeunes notamment lors d'interventions en milieu scolaire : « En 2016/2017 nous avons sensibilisé 11 000 élèves. Fortes de cette expérience, nous demandons la création d'observatoires de la non - violence et du respect fille/garçon dans tous les établissements scolaires de l'Ecole maternelle à l'Université. » Pour remplir ces objectifs, ces observatoires doivent être appuyés par une volonté politique forte démontrée par un investissement financier sans équivoque de l'Etat dans le monde éducatif.

SORTEZ LES AGENDAS !



En 2015, Femmes Solidaires de Saint Joachim avait reçu Samah JABR, psychiatre psychologue palestinienne, et Alexandra DOLS, qui préparait un film documentaire sur les conséquences invisibles de la colonisation.

Pour Samah, celle-ci ne cherche pas simplement à s'imposer par les armes, mais elle travaille aussi les esprits : « Je ne pense pas qu'une libération nationale puisse être réalisée par des personnes qui ne sont pas personnellement libérées [...]. **Les personnes alliées parlent toujours de libérer les terres palestiniennes, mais pour moi il est important de libérer l'esprit palestinien, le peuple palestinien, l'identité palestinienne.** »

« Derrière les Fronts » sera projeté à Saint Nazaire, à l'initiative de l'AFPS, **le samedi 13 janvier 2018 au cinéma « Le Tati »** en présence de la réalisatrice. Evènement à ne pas manquer, ce documentaire dont Ken LOACH dit « Dr Samah Jabr est une femme sage et réfléchie. Elle pense les effets subtils et dévastateurs de plusieurs années d'occupation brutale sur le peuple palestinien. Le film d'Alexandra Dols partage ses visions avec nous, d'une manière généreuse, humaine et profondément dérangeante. **PLEASE SEE THIS FILM** »